



# PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT  
DE NORMANDIE

Unité bi-départementale du Calvados et de la Manche  
N/Réf. : 2023 – 224

## ARRETÉ PRÉFECTORAL

**mettant en demeure la Société ELBA MOULT de respecter les prescriptions réglementaires relatives à son établissement situé sur la commune de MOULT-CHICHEBOVILLE**

**LE PRÉFET DU CALVADOS,  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8 et L.514-5 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN en qualité de préfet du Calvados à compter du 27 avril 2022 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 juillet 2022 portant nomination de Madame Florence BESSY en qualité de secrétaire général de la préfecture du Calvados ;
- Vu** le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 avril 1998, autorisant la société MODLING à exploiter une installation de fabrication d'articles de bureau en plastique et papier, chemin du Val Meray à MOULT (14 370) ;
- Vu** la déclaration de changement de dénomination sociale au nom de ELBA Moul en date du 13 septembre 2010 et le courrier de la préfecture en date du 10 octobre 2010 ;
- Vu** la demande du bénéfice de l'antériorité envoyée à l'inspection des installations classées par l'exploitant par courrier du 20 mai 2016 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de mise à jour de classement en date du 08 août 2016 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 06 avril 2023 établi suite à la visite d'inspection réalisée le 24 mars 2023 de l'établissement exploité par la Société ELBA MOULT sur le site précité ;
- Vu** la lettre du 14 avril 2023 par laquelle l'inspection des installations classées a transmis son rapport à l'exploitant l'informant, dans le cadre des dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement, des suites envisagées ;
- Vu** l'absence d'observation de la Société ELBA MOULT au terme du délai déterminé sur le rapport d'inspection et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sus-visés ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'arrêté préfectoral de mise à jour de classement du 08 août 2016, le site relevait du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2661 et 2662 et du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1530 ;

**CONSIDÉRANT** que le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié les libellés des rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662, 2663 dans l'objectif de considérer le classement au niveau de l'entrepôt dans son ensemble et limiter les doubles classements, notamment avec les rubriques 1511, 1530, 1532 (hors produits susceptibles de dégager des poussières inflammables qui restent soumis spécifiquement à autorisation), 2662 et 2663 ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement relève désormais de la rubrique 1510 en lieu et place des rubriques 1530 et 2662 auxquelles il était initialement soumis ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection effectuée le 24 mars 2023 a mis en évidence que de nouvelles installations sont exploitées sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que les nouvelles activités sur le site relèvent des rubriques 2445 et 2450 de la nomenclature des installations classées sous le régime de la déclaration et de la rubrique 2940 sous le régime de l'enregistrement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 1998 prévoit que tout projet de modification envisagé par l'exploitant, aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable, devra, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet les modifications relatives aux activités classées intervenues dans son établissement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas de non-respect des dispositions applicables à une installation classée, le préfet met l'exploitant en demeure de régulariser la situation dans un délai déterminé ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture du Calvados,

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** La société ELBA MOULT, représentée par son Directeur, dont le siège est situé rue Rembrandt Bugatti à MOULT-CHICHEBOVILLE, qui exploite des installations de transformation du papier/carton et d'imprimerie, est, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, mise en demeure de :

– **sous un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, de déposer un dossier de régularisation de sa situation administrative tenant compte des modifications apportées au site.

**Article 2 :** Dans le cas où l'obligation prévue à l'article ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement et de l'article L.171-7 2° dudit Code.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera notifié par courrier recommandé avec accusé de réception à la société ELBA et sera publié, en vue de l'information des tiers, sur le site internet des services de l'État dans le département du Calvados, pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4 :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en vertu de l'article L.171-11 du Code de l'environnement. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Caen par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécour citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5 :** La Secrétaire Générale de la Préfecture du Calvados et le chef de l'unité bi-départementale Calvados-Manche de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le **12 MAI 2023**

Le préfet

  
Thierry MOSIMANN

Copie adressée à :

- Madame le Maire de Moulton-Chicheboville,
- Monsieur le directeur de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie,
- Monsieur le chef de l'unité bi-départementale du Calvados et de la Manche.

520. 4X5

Wiley